

Discours du Président de la République au dialogue du Shangri-La à Singapour.

Emmanuel MACRON

Merci Monsieur le Président pour ces mots d'introduction, Messieurs les présidents, Monsieur le Premier ministre, chère Lawrence, Mesdames et Messieurs les ministres, les ambassadeurs, Mesdames et Messieurs, avant toute chose, permettez-moi de remercier le Premier ministre de Singapour pour son hospitalité et son attachement aux partenariats stratégiques avec la France.

Je vous remercie de m'avoir donné cette occasion de prendre la parole à l'occasion de ce Forum essentiel pour la sécurité en Asie et au-delà. Et je dois dire que l'invitation m'a été adressée par votre prédécesseur en 2018, le précédent Premier ministre, je dois admettre que je n'aurais peut-être pas dû attendre, car il aurait été sans doute beaucoup plus facile de prendre la parole en 2019 sur tous ces sujets. Néanmoins, je suis là, ici présent devant vous, et je vais essayer de partager avec vous mes convictions. Tout d'abord, pour vous dire pourquoi je suis tellement engagé en faveur de cette région et pourquoi la France a quelque chose à dire.

Ce que l'on oublie souvent, c'est que la France est un acteur de l'Indo-Pacifique. Nous avons des territoires dans la région, de l'île de la Réunion, Mayotte, Wallis et Futuna, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et d'autres territoires. Donc plus d'un million de citoyens français vivent dans cette région. Nous avons plus de 8 000 soldats déployés en permanence sur nos bases militaires. Nous avons des bases permanentes au demeurant dans certains pays partenaires et nous participons à de nombreux exercices communs depuis un certain nombre d'années avec plusieurs pays y compris ici même à Singapour lors de la visite récente de notre porte-avions. Et puis, bien sûr, nous sommes aussi un pays européen, et j'y reviendrai à différentes occasions dans ma présentation. J'évoquerai cette nouvelle relation spéciale qu'il nous faut considérer, envisager entre l'Europe et la région Indo-Pacifique, entre l'Europe et l'ASEAN également.

Alors nous vivons clairement une époque de crise multiple et ceci doit générer de nouvelles incitations à coopérer et peut-être à inventer de nouvelles formes de coopération également. J'aimerais d'abord essayer d'expliquer un concept très important à mes yeux pour ouvrir cette discussion, qui est le fait qu'il nous faut être très attentifs quand il s'agit des doubles standards pour notre action. Tout d'abord, j'aimerais revenir à l'intérêt commun que nous avons entre l'Europe et l'Asie en ce concept d'autonomie stratégique, partager des piliers-clés de ce nouveau partenariat entre l'Europe et l'Asie.

Permettez-moi de commencer avec l'importance qu'il y a, à ne pas accepter les doubles standards dans l'environnement actuel. Alors certes, nous vivons dans ce monde de crises multiples. Et le risque important est d'observer ces crises à nos frontières et d'en oublier nos principes, d'oublier que toutes ces crises, toutes ces guerres sont interconnectées. Et je le dis dans un pays — et j'aimerais vous féliciter, Monsieur le Premier ministre et vos prédécesseurs — un pays dans lequel la guerre en Ukraine n'a jamais été perçue comme un problème européen. Dès le début, vous avez assumé vos responsabilités, vous avez été très clairs. Mais les risques de double standard sont nombreux dans notre environnement, en Ukraine tout d'abord.

Pour de nombreux pays, que ce soit en Afrique, en Ukraine, ici même, en Asie, j'entends ces discours et la plupart du temps, ce que l'on partage, c'est une espèce d'approche équilibrée entre l'Ukraine et la Russie. Il s'agirait d'un conflit européen auquel nous accorderions trop de temps, trop d'énergie, et ceci engendrerait trop de conséquences pour le reste du monde. Alors, permettez-moi de vous dire que c'est une erreur absolue, parce que si nous considérons que la Russie peut être autorisée à prendre une partie du territoire de l'Ukraine sans aucune restriction, sans contrainte, sans réaction de l'ordre international, comment ensuite qualifier ce qui se passerait à Taïwan ? Que feriez-vous si quelque chose se passait aux Philippines ? Il n'y a pas d'ordres internationaux différents, par définition. Si cela s'applique à l'Europe, cela s'applique ailleurs. Donc l'enjeu qu'on craint, c'est notre crédibilité commune afin d'être sûrs que nous soyons toujours en mesure de préserver l'intégrité territoriale et la souveraineté des peuples. Pas de double standard.

En même temps, j'entends la voix, des voix dans cette région, ainsi qu'en Afrique, dans le Golfe, ailleurs, quant au double standard à Gaza. Nombreux sont ceux qui disent que les Européens, les Américains sont de facto, ont donné un blanc-seing à Israël et c'est un grand risque. C'est la raison pour laquelle nous avons évidemment condamné les attaques terroristes du Hamas. Nous avons travaillé dur avec des partenaires essentiels, et je remercie ceux présents ici, pour obtenir la libération d'otages. Nous avons soutenu les initiatives en faveur d'un cessez-le-feu, et je remercie les États-Unis d'Amérique, l'Égypte, la Jordanie, le Qatar pour leurs efforts en ce sens. Mais nous pensons clairement que nous avons besoin d'un cessez-le-feu. L'urgence, c'est une aide humanitaire. Il nous faut travailler ardemment à la reconnaissance d'un État palestinien et à une reconnaissance mutuelle pour créer une forte architecture de sécurité dans la région. Et puis, nous pourrions y revenir dans notre échange à l'occasion des questions-réponses. C'est la seule façon de ne pas laisser le terrain à ceux qui vivent avec des doubles standards. Si nous abandonnons Gaza, si nous laissons la main à Israël, même en condamnant les attaques terroristes, nous détruisons notre propre crédibilité dans le reste du monde. C'est la raison pour laquelle nous rejetons absolument les doubles standards et c'est la raison pour laquelle je pense que, dans l'environnement actuel, il est très important que nous soyons cohérents, et que nous suivions nos principes, nos règles, et que nous considérions que l'enjeu est clairement celui de l'ordre international. Et il s'agit de notre crédibilité, notre aptitude à protéger cet ordre international.

Alors, ceci étant dit, je crois que le risque des doubles standards est également celui d'abandonner totalement nos programmes en faveur du développement durable et de la santé. Alors, je sais qu'ici nous sommes en présence de nombreux ministres de la Défense, mais tout est lié. Et d'ailleurs, nous avons récemment expérimenté les conséquences sécuritaires d'une pandémie qui peut tout à fait changer la face du monde. Donc il y aura des doubles standards si nous, les pays riches, nous n'investissons plus à long terme dans le climat, la biodiversité, la santé, car c'est le nouveau lien, car ceci pourrait engendrer de nouvelles crises, y compris en matière de sécurité, et parce que c'est destructeur de notre crédibilité vis-à-vis du Sud. C'est la meilleure façon d'ouvrir la porte à une immense fracture dans notre monde.

Le rejet des doubles standards dans tous ces domaines ne signifie pas que tout soit équivalent. Et j'insiste parce que je pense que le risque principal aujourd'hui est celui d'une division, notamment entre les deux superpuissances. Et l'instruction qui serait donnée à tous les autres : choisissez un camp ou l'autre. Si nous faisons cela, nous détruirons l'ordre international et nous détruirons méthodiquement toutes les institutions créées après la Deuxième Guerre mondiale afin de préserver la paix et de permettre la coopération sur la santé, le climat, les droits de l'homme, etc. Or, nous en avons besoin, probablement plus encore que par le passé. C'est la raison pour laquelle je pense que la question est de savoir comment préserver la paix, la stabilité et la prospérité dans l'environnement actuel, lorsque la compétition entre la Chine et les États-Unis pour le leadership mondial peut entraîner des conséquences pour nous tous. Nous n'envisageons pas, évidemment, de choisir un camp ou l'autre, ou encore moins que nos intérêts soient entre les mains de l'un ou de l'autre.

Alors, permettez-moi d'être clair, la France est un ami et un allié des États-Unis, et un ami et nous coopérons avec la Chine avec laquelle, pourtant, nous sommes aussi en compétition et parfois en désaccord. Et j'ai bel et bien l'intention qu'il en soit ainsi à l'avenir encore, avec loyauté, avec notre propre approche et défense de nos intérêts. La France est pour autant très attachée à son intérêt, la liberté de la souveraineté, son autonomie stratégique, et nous défendons absolument cette approche pour l'Europe et pour l'Indo-Pacifique. Cela signifie que nous souhaitons coopérer, mais nous ne voulons pas être dépendants. Nous voulons coopérer, mais nous ne voulons pas recevoir des instructions au quotidien, que l'on nous dise ce qui est autorisé, ce qui ne l'est pas, et que nos vies dépendent et changent en fonction des décisions d'une seule personne. L'engagement de la France fait partie d'un engagement à long terme. Il s'agit de faire entendre notre voix fidèle à l'indépendance des peuples, comme l'a dit le général De Gaulle en 1966 à l'occasion d'un discours prononcé à Phnom Penh. Et cette idée reste la boussole de la France et nous continuerons à être une force de paix et d'équilibre.

Ceci étant dit, je pense tout à fait que l'Europe et l'Asie, c'est mon deuxième point, ont un intérêt commun à l'heure actuelle, un intérêt commun à suivre cette ligne d'autonomie stratégique. Premièrement, parce que nous sommes confrontés au même défi, le défi que nous posent les pays révisionnistes qui, au nom des sphères d'influence, essaient de nous imposer des sphères de coercition ; des pays qui essaient de contrôler des zones, des portes de l'Europe jusqu'aux archipels de la mer de Chine méridionale, à l'exclusion des partenaires régionaux en ignorant le droit international. Des pays qui souhaitent s'approprier des ressources, qu'il s'agisse de ressources de pêche ou de minéraux, au détriment des autres ; des pays qui veulent imposer à des pays libres leur choix de politique étrangère ou porter atteinte à leurs attentes. Il n'y a pas de place pour de telles solutions.

Deuxièmement, le défi de la terreur et des reproches mutuels habituels qui restent extrêmement présents, comme nous l'avons vu récemment. Et ce qui est alarmant, c'est que certains pays sont de plus en plus tentés de recourir à la force, y compris des pays extrêmement armés. Troisièmement, nous vivons à une époque où les alliances anciennes sont soumises à des risques d'érosion, des alliances qui, jusque-là, apportaient un équilibre et ont été essentielles au maintien de la stabilité en Europe et en Asie. Et ce sentiment que leurs promesses ne seraient plus certaines, apporte une nouvelle instabilité, nous le constatons quotidiennement. Et la crédibilité de ces alliances qui reste à confirmer, est essentielle à la stabilité. Quatrièmement, nous avons maintenant un grand risque de prolifération nucléaire, c'est pourquoi la situation est critique, c'est pourquoi nous considérons que le travail entrepris par les États-Unis d'Amérique en Iran est essentiel, et c'est la raison pour laquelle les E3 veulent être des partenaires stables pour éviter tout développement supplémentaire d'armes nucléaires en Iran, pour éviter également un effet domino avec une prolifération ailleurs. La situation est très volatile également en Europe. L'Ukraine a renoncé à l'arme nucléaire en 1991. Alors, c'est précisément le pays qui a été envahi par la Russie.

Comment ne pas réfléchir ? Voyant également que la Corée du Nord développe un arsenal nucléaire massif, sans restriction de la part de la Chine, entre dans une alliance avec la Russie, comment réagir ? En particulier lorsque, bien entendu, les dirigeants doivent avant tout à leur peuple de garantir leur sécurité. Comment, en Europe et en Asie, des pays de taille moyenne confrontés à des nations agressives doivent-elles s'assurer qu'elles ne devront pas choisir entre se rendre ou vivre dans la peur ? Les défis sont de plus en plus imbriqués parce que lorsque vous observez la situation au cours des dernières années, je n'étais pas favorable à ce que l'OTAN joue un rôle en Asie parce que, pour moi, le « N » dans l'OTAN signifie Atlantique Nord, et parce que je ne crois pas qu'il faille se laisser entraîner dans la rivalité stratégique d'un autre. Néanmoins, de fait, la Corée du Nord est aux côtés de la Russie sur le sol européen. C'est une question qui nous est posée à tous. Et de même, si la Chine ne veut pas que l'OTAN s'implique en Asie ou en Asie du Sud-Est, eh bien, elle devrait faire en sorte que la République nord-coréenne ne soit pas active en Europe. Et la France et les pays d'Asie sont également confrontés à une question d'échelle en matière de technologie. Or, les défis sont imbriqués parce que nous sommes confrontés aux mêmes réalités. Que nous parlions d'intelligence artificielle ou de l'espace, l'échelle est essentielle. Et la première nation ou les Premières Nations qui atteindront une certaine échelle auront manifestement un avantage compétitif. D'où l'intérêt d'avoir des partenariats, en particulier comme celui que nous avons avec Singapour, car nos sorts sont clairement liés. Il y a une autre course que nous ne devons pas nous permettre de perdre, c'est celle des guerres hybrides. Avec la désinformation, les attaques cyber, il y a clairement des tentatives de saper nos démocraties, la cohésion sociale et parfois notre intégrité territoriale, le tout avec des objectifs géopolitiques. C'est la même chose, clairement, ici et en Europe.

D'une façon plus générale, s'agissant de confrontations à venir, il faut que nous soyons armés avec les outils de demain. Et soyons clairs, à la fois l'ASEAN et l'Europe, subissent les conséquences de l'imprévisibilité de cette nouvelle approche des droits de douane et du questionnement de l'ordre du commerce mondial. Et de fait, il nous faut réagir. Tous ces défis illustrent parfaitement le fait que nous vivons à une époque dans laquelle ce que nous devons faire est d'affronter ces défis et tenir compte du fait que l'Europe et l'Asie, l'ASEAN notamment, sont beaucoup plus imbriquées. Alors maintenant, comment agir concrètement pour mettre en œuvre cet agenda d'autonomie stratégique ? C'est un défi pour l'Europe, pour votre région et c'est donc un défi commun, car c'est la seule façon de préserver la liberté, la sécurité et la prospérité.

Alors l'Europe, nous ne pouvons surestimer les conséquences de l'agression russe. Pendant des années, j'ai plaidé en faveur d'une plus grande autonomie stratégique indépendante pour notre Europe, reconnaissons-le, il y avait des doutes il y a quelques années, mais en mars 2022, l'Union européenne a clairement pris la décision d'un programme d'autonomie stratégique. Et nous avons la décision en matière de sécurité, défense, énergie, tous les domaines, nous avons décidé de réduire nos dépendances et de réduire le risque de notre modèle, c'est absolument essentiel dans l'environnement actuel. Et au cours des derniers mois, sur la base du travail entrepris notamment avec le Premier ministre britannique, la coalition des affinitaires avec le chancelier allemand, le Premier ministre polonais et un certain nombre d'autres pays européens et d'autres. Nous avons construit cette coalition des affinitaires à propos de la guerre russe en Ukraine. Et le message est très clair : nous travaillerons ensemble jusqu'au bout pour offrir à l'Ukraine des garanties de sécurité, pour construire une paix robuste dans cette région du monde et pour réinvestir le domaine de notre propre défense et sécurité, car la Russie restera une menace existentielle pour nous, c'est la deuxième piqure de rappel depuis 2022. Ce que nous faisons, c'est que nous augmentons de 3 à 5 % nos dépenses en matière de défense. Peut-être ou sans doute irons-nous plus loin et plus vite, mais telle est la volonté des Européens de construire leur indépendance en termes de défense et de sécurité. Et c'est cohérent avec la juste demande des États-Unis d'Amérique qui nous demandent d'assumer une plus grande part de notre propre sécurité. Nous ne pouvons plus nous permettre, quand les États-Unis nous disent d'investir autant dans votre sécurité. Et puis, nous voyons le rôle des États-Unis sur le flanc est de l'Europe. Donc, nous avons besoin que les Européens soient plus indépendants, qu'ils construisent leurs propres capacités, qu'ils développent leurs propres industries et travaillent volontairement avec les États-Unis, avec des partenaires ici dans la région, sans dépendre de qui que ce soit, en particulier pour notre propre sécurité. Voilà quel est notre programme, celui de l'autonomie stratégique.

En parallèle, et c'est ce que nous souhaitons en matière d'IA, technologie, industrie, nous voulons augmenter notre autonomie stratégique.

Alors, il va falloir beaucoup investir, bien sûr, et également une Europe beaucoup plus compétitive. Et c'est la raison pour laquelle je fais un lien entre ces deux programmes, ces deux agendas. C'est une urgence. Il y a urgence à accélérer l'agenda de compétitivité de l'Union européenne. C'est la seule façon de parvenir à nos fins et d'avoir un agenda de sécurité et d'autonomie stratégique crédible. Il nous faut parfois amender nos réglementations afin qu'elles soient plus attractives. Il faut accélérer la construction de nouveaux marchés uniques en matière de capitaux, de finances, avec notamment des financements privés, être plus efficaces, beaucoup plus efficaces en matière d'énergie et de télécom. Deuxièmement, il nous faut construire de nouveaux partenariats, et ça fait partie de cette autonomie stratégique. Et sur la base de l'évaluation qui a été faite par l'Europe, par l'ASEAN, nous voyons quels sont les défis communs et nous voulons travailler plus encore ensemble à cet agenda commun.

En 2018, la France a présenté sa stratégie Indo-pacifique, et sur la base de notre aptitude, elle a proposé une troisième voie. Vous êtes nombreux à être préoccupés par ces questions de liberté, souveraineté, liberté de navigation, respect de votre souveraineté, etc et pour de justes raisons, nous partageons votre point de vue. Mais nous ne voulons pas avoir une attitude de confrontation avec la Chine. Nous partageons la même approche avec de nombreux pays ici présents, et tout ceci est au cœur de notre stratégie Indo-pacifique. La question est de savoir comment préserver un environnement ouvert, un ordre reposant sur des règles dans la région. Et nous voulons, pour cela, être un partenaire fiable. C'est ce qui est au cœur des accords bilatéraux que nous avons avec Singapour, et c'est exactement ce que nous avons fait ces dernières années, des capacités communes, des exercices militaires communs, plus de programmes communs, etc., de réduire le risque, pas de confrontation, mais clairement une autonomie stratégique dans l'Indo-Pacifique. Nous produirons une nouvelle version de cette stratégie dans les semaines à venir. Et nous avons étendu nos travaux à l'échelle européenne, car une stratégie équivalente a été adoptée par l'Union européenne pour l'Indo-Pacifique et l'engagement est le même. Et clairement, nous voulons aller faire plus, en particulier avec l'Inde, les pays asiatiques et les membres également du partenariat transpacifique. Pour moi, cette nouvelle approche est fondamentale. Nous en avons parlé hier avec le Premier ministre et avec de nombreux pays ici présents. Si nous unissons nos forces, nous représentons un tiers de la croissance mondiale et plus encore en termes de commerce. Nous avons de nombreux acteurs crédibles, dont certains qui ont des capacités de dissuasion. Alors travaillons ensemble sur ce programme d'autonomie stratégique, travaillons ensemble de façon ouverte, sincère, agissant avec tous ceux disponibles à cette fin, mais sur la défense, la sécurité et toutes les clés de nos chaînes de valeurs afin de réduire les risques au sein de notre modèle. Travaillons en faveur également d'une coopération commerciale, de nouveaux accords commerciaux, parce que si entre l'Union européenne et les pays du partenariat transpacifique, nous avons un tel accord, ce serait extrêmement puissant pour le reste du monde.

Troisièmement, après avoir parlé de l'Europe, de l'alliance entre l'Europe et cette région, alors que faire ensemble, de nouvelles coalitions, de nouveaux accords ? Et comment lancer à nouveau un ordre international nouveau ? Le modèle ancien avait été lancé pour rejeter cette logique des blocs. Mais l'heure n'est plus au non-alignement. Le moment est venu d'une action commune afin que les pays qui le souhaitent se donnent les moyens. Il nous faut montrer notre cohérence là où les autres jouent double jeu. Et c'est exactement le message que j'adresse ici à l'occasion du Dialogue de Shangri-La. Construisons de nouvelles coalitions, premièrement pour un commerce ouvert, un dialogue ouvert pour réduire le risque au sein de notre modèle, pour un environnement stable, de nouvelles coalitions afin de stabiliser un ordre international ouvert et stable, avec un respect de la souveraineté des frontières, un refus du recours à la force, cultiver un esprit d'indépendance et un désir de coopération. Ceci étant dit, j'ai l'impression que je reprends l'ADN même de Singapour, et c'est exactement ce dont nous avons besoin, en faisant une offre à la fois aux États-Unis et à la Chine de rejoindre cette approche. Mais nous ne pouvons rester assis et dire : il n'y a plus d'OMC, que faire des droits de douane ? Bon, finalement, il n'y a plus vraiment de garantie crédible au sein de notre alliance. Que faire ? Eh bien, nous voulons agir, nous voulons préserver notre paix, notre prospérité, notre stabilité. Alors, agissons ensemble. Agissons ensemble pour construire une alliance positive, nouvelle, entre l'Europe et l'Asie qui repose sur nos normes communes, nos principes communs. Notre responsabilité commune est de nous assurer que nos pays ne soient pas des victimes collatérales des déséquilibres qui résultent des choix faits par les superpuissances.

Notre réponse doit être de relancer nos efforts en faveur du commerce international, du respect des normes sociales et environnementales et petit à petit, l'Union européenne génère tous ces nouveaux accords et c'est ce que nous souhaitons faire avec l'Asie et les pays du partenariat transpacifique. Je pense sincèrement que, sur la base de cette approche, nous pouvons obtenir des résultats très concrets. Et je pense sincèrement que, sur la base de cette approche, nous pouvons convaincre d'autres de nous rejoindre, compte tenu de l'ampleur de notre projet et de notre crédibilité. Voici quel est le contenu de cette autonomie stratégique, la développer en Europe, et coopérer sur cette base avec votre région. Je vais pour conclure, lancer un appel, un appel à l'action pour l'Europe et l'Asie afin de travailler ensemble à une coalition d'indépendance, une coalition de pays qui ne seront pas enrôlés, qui s'oppose au double standard, une coalition de pays qui uniront leurs forces en faveur de la technologie, le respect des normes et protéger leur souveraineté. Une coalition de pays qui naviguera sur les mers tourmentées du commerce et protéger les biens communs que sont la nature et le climat. Enfin, une coalition de pays déterminés à ne pas céder aux caprices ou à la cupidité des autres, mais à ouvrir la voie vers une voie pacifique pour équilibrer, pour apporter un certain équilibre et l'emporter sur les passions grâce à nos valeurs universelles. Tel est notre ADN commun et je pense que si Singapour existe, pourquoi ? C'est la raison pour laquelle également il y a tant de pays indépendants dans votre région et c'est la raison également pour laquelle la France et l'Union européenne sont ici présentes aujourd'hui. Je vous remercie de votre attention.

Animateur

Monsieur le Président, merci beaucoup pour cette excellente façon d'ouvrir notre dialogue. Vous avez très bien structuré votre raisonnement : crédibilité, cohérence, éviter les conflits, favoriser les coalitions, l'autonomie stratégique comme des outils pour assumer notre responsabilité, notre propre sécurité et éviter d'être dépendant des autres, c'est un sacré programme, et vous avez aimablement accepté de répondre aux questions du public. Je vois que des mains se lèvent dès à présent. Nous allons tout d'abord écouter plusieurs questions et le président y répondra puis nous concluons avant le dîner.

Intervenant

Merci, Monsieur le Président, pour votre allocution. Je fais partie de l'IISS et je comprends que la stratégie indo-pacifique de la France repose sur le fait que l'Europe et l'Asie sont un même théâtre. Selon vous, quel serait le rôle de la France, un rôle de leader dans toutes ces crises mondiales que vous avez évoquées ? Maintenant, il y a un risque de prolifération des crises de sécurité, l'Inde, le Pakistan, la Thaïlande, le Cambodge, la Birmanie, Myanmar et la mer de Chine méridionale. Alors, l'ASEAN et la France aimeraient effectivement pouvoir répondre en commun à ces conflits, quid de leur habilité à répondre à ces conflits. Donc, c'est un prérequis pour développer notre autonomie stratégique, n'est-ce pas ?

Intervenant

Voyez-vous un rôle de l'Europe en matière de sécurité dans cette région alors même que la guerre fait rage en Europe ? Vous envoyez ici un porte-avions alors même qu'il y a peut-être certains besoins en Europe qui ne sont pas satisfaits.

Intervenant

Deux questions rapidement sur le nucléaire et l'Europe. Vous avez souligné l'autonomie stratégique et son importance tout au long de votre mandat. Si l'Union européenne vous le demande, la protection nucléaire, la France est-elle disposée à offrir sa force de frappe à ses alliés au sein de l'OTAN ou de l'Union européenne ? Deuxièmement, un nouveau gouvernement va prendre ses fonctions mercredi en Corée, selon le résultat des élections, si le nouveau gouvernement coréen vous demande votre aide et votre coopération afin de développer un sous-marin nucléaire, quelle sera la réponse de la France ? Oui ou non ?

Emmanuel MACRON

Merci. J'ai trouvé que les deux premières questions étaient très proches avec des sujets communs. Je ne pense pas que résoudre les crises régionales est un prérequis avant de traiter la question de l'autonomie stratégique. C'est vrai en Europe, c'est vrai pour l'Asie. Il nous faut répondre à la situation en Ukraine, mais en parallèle, il nous faut construire notre autonomie stratégique et il faut que vous fassiez de même. Et je pense que pour la crise régionale à laquelle vous avez fait référence, le rôle de l'Union européenne, et d'un certain nombre de pays européens, quand ils le souhaitent, peuvent jouer un rôle, c'est d'assister l'ASEAN et les acteurs clés. Et c'est ce que nous avons fait, notamment pour la Birmanie, et ce matin, nous en avons parlé avec le Premier ministre de Singapour.

Mais maintenant, cette question est essentiellement entre les mains des acteurs au Myanmar, même si les acteurs de la région ont fait tout leur possible. Je n'opposerai pas pour ma part la capacité de l'ASEAN, l'aptitude à résoudre ces questions, et la possibilité de construire son autonomie stratégique en parallèle. Quant à la deuxième question, nous travaillons avec l'ASEAN compte tenu de la centralité de cette organisation dans le contexte de notre stratégie indo-pacifique avec différentes approches. Premièrement, les marchés publics et les capacités. Nous avons construit des partenariats très solides quand il s'agit de nos Rafale, de nos sous-marins, etc. Et cette coopération n'est pas uniquement commerciale, c'est clairement une coopération stratégique. Deuxièmement, nous participons à des exercices conjoints. Pegasus est l'exercice également que nous venons de déployer avec notre porte-avions. Donc, nous multiplions les exercices de ce type avec différents objectifs : partager une culture opérationnelle, améliorer l'interopérabilité, mais également envoyer des signaux stratégiques et dissuasifs à certains acteurs clés. Telle est la façon d'obtenir des résultats. Quant à votre question, et puis c'est en fait un lien, un pont vers la question suivante sur la crédibilité de l'Europe et de la région. Soyons clairs. Jamais nous ne vendrons, nous n'annoncerons ce que nous ne pourrions faire. Et si la Chine, un jour, lançait une grande opération contre un pays de la région, tout le monde serait très prudent. Qui interviendrait dès le premier jour ? Je pense que tous les pays ici présents, peu importe leur situation géographique et, de fait, tout le monde. Et soyons clairs, notre rôle n'est pas de nous substituer à qui que ce soit, mais notre rôle est de travailler pour nous-mêmes, pour améliorer notre autonomie stratégique, notre capacité à protéger notre territoire, mais également aider les pays de l'ASEAN à faire la même chose chez eux grâce à notre coopération et réduire de part et d'autre nos dépendances. Et lorsque, de fait, les menaces vont croissantes et le risque stratégique également. Donc, je ne sous-estime pas tout cela.

S'agissant de la crédibilité des Européens, et peut-être plus généralement, je vais être très honnête avec vous. Et si les États-Unis d'Amérique et les Européens ne sont pas en mesure à court terme de résoudre la situation en Ukraine, je pense que la crédibilité à la fois des États-Unis et des Européens, qui prétendraient résoudre toute crise de votre région, eh bien, notre crédibilité serait très faible, soyons honnêtes, parce que nous avons tous dit que ce qui s'est passé en Ukraine étant une violation patente du droit international, inacceptable. Tout ce que nous avons dit des crises régionales, etc., du rôle de la Chine, eh bien, nous sommes prêts à aider, à fournir des capacités. Mais sommes-nous prêts à sacrifier le tout dernier soldat ukrainien ? Donc, notre crédibilité est tout d'abord en jeu en Ukraine. Merci pour les deux questions extrêmement précises.

S'agissant de la première, alors je ne vous répondrai pas manifestement, mais je vais vous dire pourquoi. Parce que la crédibilité de la dissuasion nucléaire repose sur l'ambiguïté. Je sais que c'est parfois très difficile à comprendre, mais il est très important d'en rester à ce principe. Et c'est probablement l'une des faiblesses que nous avons, nous, les démocraties, face à des régimes autoritaires. Et c'est probablement une erreur que nous avons commise au tout début du conflit en Ukraine, lorsque nous avons révélé, annoncé toutes les contraintes auxquelles nous étions soumis vis-à-vis de l'opposant. Et c'est pour ça qu'en février 2024, j'ai demandé que nous restaurions l'ambiguïté stratégique et cessions d'exclure autant d'options en s'agissant de l'Ukraine. Et j'ai en tête les déclarations récentes du chancelier allemand qui a fait exactement la même chose. Nous avons besoin de cette ambiguïté stratégique. Le jour où vous donnez toute la feuille de route à votre ennemi, vous réduisez votre efficacité et l'efficacité de votre capacité de dissuasion. Alors, quant à la capacité dissuasive en France, elle a effectivement une vocation, une composante européenne. Mais nous maintenons volontairement cette ambiguïté. J'y reviendrai.

Il y aura une nouvelle phase dans les mois à venir et peut-être aurons-nous effectivement une approche différente avec un certain nombre de pays. S'agissant de la Corée du Sud, votre question est tout à fait juste et légitime. Si j'étais Sud-coréen, c'est la première question que je poserais. De fait, si vous échouez à contenir la capacité de la Corée du Nord à développer l'arme nucléaire, eh bien la question est de savoir : suis-je encore en sécurité et le jour où je serai attaqué, me protégerez-vous ? Je pense qu'il faut tout d'abord ouvrir la question nord-coréenne. Je pense que le risque principal de cet environnement actuel est d'ouvrir une nouvelle ère de prolifération. Et c'est la raison pour laquelle je pense que la question iranienne est si essentielle, parce que le jour où nous acceptons cela *de facto*, eh bien il y aura des demandes légitimes d'autres pays d'acquiescer l'arme nucléaire. C'est la raison pour laquelle l'agenda américain pour la Corée du Nord est si important. Je vais être clair, les Européens n'ont pas la capacité de négocier et d'engager de telles négociations. C'est clairement entre les mains des États-Unis d'Amérique. Et le président Trump, lors de son premier mandat, a commencé à reprendre ces discussions. Cela fait partie de la discussion stratégique qu'il faut que nous ayons avec les États-Unis d'Amérique, car effectivement, c'est une juste approche de dire, de la part des États-Unis : il faut que nous fassions moins pour les Européens, que les Européens assument plus, etc. Mais ma première réponse serait que je préférerais qu'ensemble, collectivement, nous arrivions à mieux contenir les capacités nord-coréennes que de vous permettre d'accéder à de telles armes.